

11 avril 1790.

N^o. C. XXIV.

L'AMI DU PEUPLE.

OU

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie,
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Dimanche 11 Avril 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 9 Avril 1790.

Rapport au sujet des assignats qui doivent servir
de garantie aux créanciers du clergé. ---
Réflexions de l'Ami du peuple. --- Suite de
la réponse de l'Ami du peuple à la lettre du
sieur Marchand.

Si le patriotisme entre une fois dans l'ame des
procureurs, nous pourrons sérieusement croire
à la régénération. L'assemblée a vivement applaudi

Je préviens mes lecteurs que celui qui s'est
emparé de mon titre et qui continue ma feuille,
la suppose de mon imprimerie, pour mieux
escroquer l'argent du public.

à une nouveauté, c'est-à-dire, au don patriotique de 8000 livres , en deux contrats sur le trésor royal, envoyés par la communauté des procureurs de la sénéchaussée de Toulouse (1).

M. de la Rochefoucault a fait ensuite un rapport au nom du comité chargé de l'aliénation décrétée des biens domaniaux et ecclésiastiques : il a proposé un projet de décret, qui, après quelques contradictions qui ne valent pas la peine d'être rapportées, a été adopté dans les termes suivans :

» L'assemblée nationale, considérant qu'il est
 » important d'assurer le paiement, à époque
 » fixe, des obligations municipales qui doivent
 » être le gage des assignats, a décrété :

» Que toutes les municipalités qui voudront,
 » en vertu des précédens décrets, acquérir des
 » biens domaniaux et ecclésiastiques, devront

(1) Piège, duplicité, fourberie : c'est le diable qui se fait hermite ; et gardons-nous bien de croire à sa conversion..... Sur cent mille avocats, sur cent mille procureurs, sur cent mille parlementaires, je maintiens qu'il n'y en a pas un seul qui ne regrette toute sa vie l'ancien régime, c'est-à-dire, l'ancien pillage ; et qui ne cherche à le ramener dans le nouveau, si le peuple en choisit un seul dans la ré-organisation des tribunaux. --- On tient trop aux vieilles habitudes.

» préalablement au traité de vente , soumettre
 » au comité chargé par l'assemblée de l'aliéna-
 » tion de ces biens , les moyens qu'elles auront
 » pour garantir l'acquittement de leurs obliga-
 » tions , aux termes qui seront convenus. En
 » conséquence , que la commune de Paris four-
 » nira une soumission de capitalistes favorables
 « et accrédités , qui s'engageront à faire les
 » fonds , pour répondre de l'acquittement des
 » obligations , jusqu'à la concurrence de 70
 » millions ; qu'elle est autorisée à traiter des con-
 » ditions de cette soumission , à la charge d'obte-
 » nir l'approbation de l'assemblée nationale. »

L'ordre du jour étant la matière des finances ,
 M. de Montesquiou a fait un rapport sur la
 nécessité , la nature , la forme et la circulation
 des assignats , qui doivent servir de titre et de
 garantie aux créanciers du clergé. Le projet de
 décret , présenté par M. de Montesquiou , con-
 tient dix-huit articles , que les bornes de ma
 feuille ne me permettent pas d'insérer , mais sur
 lequel j'ai fait quelques réflexions que je sou-
 mettrai aux lecteurs dans le prochain numéro.

Réflexions de l'Ami du Peuple sur le discours prononcé à l'assemblée nationale par le président de la chambre des vacations du parlement de Bordeaux.

Le président d'Augeard, parlementaire enragé, et le plus infernal aristocrate que la France alimente dans son sein, mandé à la barre pour y rendre compte de sa conduite, y a été admis jeudi soir, et y a impunément prononcé un discours que je crois nécessaire de mettre sous les yeux du peuple, pour lui faire voir jusqu'à quel point les robins osent pousser la dérision, l'impudence et l'effronterie.

» J'obéis, dit-il, aux ordres du roi : (tu mens, d'Augeard, c'est au décret de l'assemblée que tu obéis ; pourquoi n'en veux-tu pas convenir ?) et je me rends ici avec la sécurité d'un magistrat qui a rempli son devoir. (Dis avec la sécurité d'un traître qui est sûr d'être soutenu par sa clique.) La chambre des vacations a pu, a dû rendre cet arrêt qui a provoqué votre décret : (à genoux d'Augeard, à genoux.) Elle n'a eu d'autre regret que d'avoir différé trop long-tems cet acte de justice : (qu'elle insulte !) elle a exercé la plénitude du pouvoir judiciaire. (Tu savois qu'il étoit suspendu.) Des hordes de brigans dévastoient les propriétés. (Les propriétés

de ceux qui les y pousoient pour opérer une contre-révolution; les propriétés des aristocrates, des ennemis de la révolution et du bien public.) Les temples, mêmes, n'avoient pas été respectés. (Tu mens ; les temples ont été respectés. Une seule abbaye a été l'objet des fureurs du peuple , désespéré des oppositions , des cabales , et des sourdes menées qu'on mettoit en œuvre pour lui cacher les décrets de l'assemblée nationale.) On se demandoit s'il n'y avoit plus de justice dans ce malheureux royaume. (Oui, malheureux pour tous les robins , pour tous les gens de ta trempe.) Nous avons voulu donner un exemple de notre soumission à un roi si bienfaisant , (bienfaisant ! tu n'en penses rien : ta bouche dit bienfaisant , parce que tu ne peux le nier ; ton cœur dit....) dont les malheurs présentoient à l'Europe étonnée un si étrange contraste avec ses vertus. (Ses malheurs ! il n'en a pas d'autre que celui de ne pouvoir se débarrasser, tout d'un coup, de l'effrayante légion de robins répandue sur la surface de son royaume, qui ne cessent d'y intriguer, d'y cabaler, et qui voudroient y tout bouleverser pour y voir renaître l'ancien régime.) De pareils motifs auroient-ils pu égarer des magistrats impassibles comme la loi dont ils sont les garans. (Garans ! vous auriez dû l'être : mais impassibles ; quel blasphème !....)

D'Augéard, compulse les registres de ton greffe; et lave tes mains salies de l'argent du demandeur et du défendeur.)

Un langage aussi insultant, et prononcé par d'Augéard, avec le sourire de la dérision et du mépris, a trouvé des apologistes dans l'assemblée nationale. Il y a été applaudi; on en a même demandé l'impression : ô comble de l'avilissement !.....

Suite de la réponse de l'Ami du Peuple à la lettre du sieur Marchand.

..... Ne trouverai-je jamais que des détracteurs ! Quoi la feuille de l'Ami du peuple (1) est un détestable libelle ! mais vil aristocrate, payé par le châtelet, par la commune et par les grands ; sais-tu à quels traits on reconnoît un libelle ? Un libelle est un écrit dans lequel d'honnêtes gens sont injuriés et diffamés sans justice comme sans raison : or, nomme moi l'honnête homme que j'aie jamais injurié ? Tu m'accuses d'avoir déchiré M. de la Fayette :

(1) J'entends celle qui émane de moi ; car celle de mes continuateurs, des profanateurs de mon titre, ne mérite pas les honneurs de la dénonciation ; et passes aussi librement que la gazette de France, la chronique et le journal de Paris.

tu mens. Procure-toi mes feuilles ; lis-les , et tu verras que je n'ai jamais reproché rien autre chose , au dictateur la Fayette , que le despotisme absolu avec lequel il commande nos gardes nationaux. Ai-je eu tort quand je me suis élevé contre la soumission aveugle qu'il exige d'eux ? sont-ils des soldats volontaires , ou sont-ils à sa solde ? Le citoyen armé , pour la défense de sa liberté , doit-il être l'esclave de son chef ; et n'a-t-il pas le droit de peser le mérite des ordres qu'il en reçoit , de décider s'ils s'accordent avec les principes de la justice et de la liberté ? Les gardes nationaux n'ont-ils pas été trop longtemps , par les ordres de leur chef , les instrumens aveugles des vengeances municipales ? Nombre de braves et honnêtes citoyens , qui avoient eu le malheur de déplaire aux municipaux provisoires , n'ont-ils pas été pour-chassés , arrêtés , emprisonnés par les gardes nationaux , sans flagrant délit , sans information préalable , sans décret légal ? Qui en accuserai-je , si ce n'est le chef qui les commande ? J'ai déchiré , dis-tu , M. de la Fayette. C'est donc déchirer les hommes en place que de leur montrer leurs écarts ; c'est donc les déchirer que de les ramener à la droiture , à la justice , au devoir. Infâme détracteur de l'Ami du peuple , tu dis que j'en suis le plus horrible fléau : mais , réponds ;

n'est-ce pas moi qui ai dénoncé les manœuvres infernales , par lesquelles on affamoit le peuple ? N'est-ce pas moi qui ai dévoilé par quelles manœuvres plus infernales encore, on empoisonnoit sa seule subsistance ? N'est-ce pas moi qui vous ai prévenu le premier qu'on devoit vous enlever votre roi ; qu'on devoit le conduire à Metz , et faire du peuple une horrible boucherie ? N'est-ce pas moi qui vous ai fait sentir la nécessité d'amener votre souverain dans vos murs ? Ne sont-ce pas mes dénonciations, ne sont-ce pas mes écrits qui ont forcé le dictateur la Fayette à faire cause commune avec vous , et à vous accompagner à Versailles ? N'est-ce pas moi qui ai démasqué les trois quarts de vos mandataires provisoires à la commune, et qui vous ai éclairé sur votre choix ? N'est-ce pas à mes plaintes , à mes démonstrations, que vous devez l'administration plus douce qui a succédé à leur excès ? N'ai-je pas été le premier à mettre au jour ses turpitudes, ses prévarications, les injustices des juges hippocrites du châtelet, dont la juridiction est aujourd'hui en horreur à sa nation entière ? N'est-ce pas moi qui le premier ai demandé leur destitution ? N'ai-je pas toujours été le refuge des malheureux , le défenseur des opprimés , l'ennemi déclaré des ennemis du bien public ? Et je suis un horrible fléau ; et je dois être livré aux loix vengeresses de l'honneur et de la vérité ; et je suis un animal enragé dont il faut purger le pays ! . . . Et l'auteur du journal général salit son numéro de pareilles horreurs !

De l'Imprimerie de M A R A T.